

« Instrumentaliser la question migratoire a un prix politique »

ENTRETIEN Commissaire à la Diversité auprès de l'exécutif français, Yazid Sabeg est un homme d'affaires et un personnage en vue dans les cercles de décideurs français issus de familles maghrébines. Pour *Le Soir échos*, il revient sur la question de l'immigration et les tensions sociopolitiques autour de cette dernière



Face aux difficultés des banlieues, Yazid Sabeg estime que les Français sont très attachés à la justice et n'aiment pas la ville à deux vitesses.

PROPOS RECUEILLIS PAR
SAÂD A. TAZI

Entrepreneur français issu de l'immigration algérienne, Yazid Sabeg est nommé en 2008 par le président Sarkozy commissaire à la Diversité. Entretien.

On constate une nette crispation de la politique française vis-à-vis des minorités et de la diversité. Est-ce un phénomène passager ou structurel ?

Les crispations de la société française sont réelles. La France et d'autres pays européens ont connu de grandes transformations de leurs peuplements depuis un demi-siècle, avec des arrivants du Maghreb, d'Afrique et, aujourd'hui, d'Asie. Il est normal que ceci provoque des frictions et des antagonismes. Mais nous allons les surmonter avec le temps. La durée dépendra de la capacité de la société française à faire des efforts d'intégration sociale. Les

sujets culturels ne sont pas les véritables problèmes.

Quelle est la portée du rôle des politiques et leur rapport au populisme ?

L'instrumentalisation, à des fins populistes, de la question migratoire et de ses conséquences sociales est quelque chose qu'on paiera politiquement. Cela flatte certaines opinions et certains sentiments, mais, au final, ce ne sera pas payant, parce que ces sentiments ne touchent qu'une fraction de la société française, et que les Français ont envie de justice, de paix sociale et de cohésion.

Quelles actions devraient être menées selon vous ?

Je suis engagé derrière le président de la République. Il est très attaché à cette politique de la diversité. Je regrette parfois les positions qu'il a pu prendre sur certaines questions et qui ont pu heurter les musulmans, les minorités, mais je suis très attaché

à la confiance qu'il m'a témoignée et, pour moi, il reste la personnalité la plus à même d'organiser la transformation des esprits et de la société française.

Quel est le poids de la diaspora ?

La diaspora doit être banalisée en tant que composante de la société française. Plus on le fera, mieux notre pays se portera. Les minorités, quelles qu'elles soient, sont très sensibles au regard que porte sur eux la presse, les médias, l'opinion de façon générale, et les hommes politiques. Elles en souffrent quelques fois, mais je pense que nous avons droit à la ressemblance et à la banalisation.

Est-ce que cela est suffisamment pris en compte par la classe politique ?

C'est un fait. Les élus locaux font leurs comptes. Ils savent très bien qu'ils ont des quartiers pauvres et d'autres, qui le sont moins. Les élus dans



leur grande majorité sont des républicains. Ils sont très attachés à la justice, et ils n'aiment pas la ville à deux vitesses. Je le constate en matière de rénovation urbaine. Il existe des centaines de villes concernées, où nous améliorons la vie et le logement. Il y a également les politiques de réussite éducative et, au-dessus de tout, le désir de cohésion entre les différentes catégories d'habitants.

Le souvenir des émeutes de 2005 reste vivace, et tout le monde est d'accord pour dire « Plus jamais ça ». ♦